

de la Justice et les chefs des autres partis, pour que les autres Nations Unies connaissent mieux le Canada et pour qu'elles sachent le prix qu'il attache à l'exercice et à la reconnaissance de ses droits comme nation libre et indépendante.

Enfin, je disais au début de mes remarques que tout homme public, à l'heure actuelle, doit se mettre bien en face de ses responsabilités et qu'il doit savoir les comprendre et les accepter dans toute leur signification et leur rigueur.

Or, nous avons tous appris, une fois de plus, ce que c'était que la guerre, ce qu'elle entraînait d'horreurs, d'atrocités et de crimes, ce qu'elle causait de misères, de douleurs et de ruines, et c'est notre devoir le plus sacré de travailler de toutes nos forces à retarder la prochaine et peut-être même à la prévenir. Voici ce qu'écrivait en 1940 un auteur français, M. Georges Scelle, professeur de droit à l'université de Paris, dans la revue *La paix par le Droit*:

Chacun de nous porte en soi une parcelle du pouvoir de paix; il est libre de la désirer ou de se montrer indifférent. La génération actuelle est comptable du sang des générations futures.

C'est là une vérité brutale et péremptoire. La génération actuelle est comptable du sang de celles qui la suivront.

Eh bien! je crois que, si le Canada ne faisait pas tous les efforts humainement possibles pour participer de façon constructive et pratique aux travaux qui ont pour but d'améliorer les relations internationales et de prévenir le fléau des guerres, les dirigeants actuels de la nation canadienne et tous les membres de cette Chambre porteraient devant les générations futures une responsabilité terrible pour leur négligence et leur égoïsme.

Je suis un nouveau venu en cette Chambre et je n'avais pas le plaisir d'assister comme député à ce débat de la dernière session dont j'ai parlé tantôt. Mais je suis heureux que la très grande majorité des représentants du peuple ait alors voté en faveur de la représentation et de la participation du pays à la conférence des Nations Unies.

Tous les hommes de bonne volonté ont suivi avec attention le progrès de ces délibérations historiques. Les discussions par moment ont sans doute été assez acerbes, comme l'a expliqué le ministre de la Justice, mais toutes les nations représentées se sont finalement entendues sur les grands principes et sur les moyens à prendre pour préparer l'organisation de la paix.

Il ne fait pas de doute que de sérieux progrès ont été réalisés à San-Francisco et que ces

[M. Pinard.]

travaux préliminaires seront d'un bénéfice considérable à l'amélioration des relations entre les individus et les peuples.

Ces réunions internationales ne sont évidemment pas nouvelles; elles ont eu lieu de tout temps depuis les époques les plus reculées. Chaque conflit d'importance a toujours été suivi de réunions de ce genre et, malgré les critiques et les reproches, elles ont porté des fruits, même si elles n'ont pas réussi à empêcher les guerres.

D'autre part, plusieurs hommes éminents, plusieurs grands esprits, philosophes et économistes ont, de temps à autre, jeté dans le monde des idées de lumière qui ont servi à diriger les discussions et les débats et à orienter l'organisation des mouvements de paix.

Aussi loin qu'au début du dix-huitième siècle, nous retrouvons, bien avant la tenue de conférences ayant un caractère international, les noms de certains hommes de bonne volonté qui se sont associés à certains travaux pour promouvoir la solution pacifique des problèmes entre les hommes et les peuples. Ceux que ces travaux ont pu intéresser ont sans doute retrouvé les noms de l'abbé de St-Pierre, de Jeremy Bentham et du philosophe allemand Emmanuel Kant.

Il est une idée fondamentale émise dans ces écrits et qui m'a spécialement frappé. Cette idée, contenue dans un projet de paix qui datait pourtant de l'an 1795, établissait un principe sans l'application duquel tout projet de paix ne pouvait être viable.

Cette idée constituait une vérité première et les siècles qui ont suivi jusqu'à nos jours lui ont conféré un véritable sens prophétique.

Ce projet posait comme condition aux discussions ayant pour but de sauvegarder et de défendre la paix que chaque nation participante ait chez elle une forme de gouvernement démocratique, afin que chaque citoyen devienne partie aux délibérations. Il faisait remarquer que la voix d'une nation devait être celle de chacun des citoyens qui la composent.

Or, monsieur l'Orateur, ne semble-t-il pas que, si ce principe avait été sauvegardé par toutes les importantes nations, plusieurs des conflits gigantesques, sinon tous, qui ont ensanglanté l'Europe et l'univers entier auraient pu être évités?

En effet, presque toutes les guerres sont le résultat de la folie et de l'ambition d'un homme ou d'un groupe et l'histoire démontre que la guerre n'est jamais l'initiative de tout un peuple. L'histoire a toujours rattaché les guerres aux noms des grands guerriers, tel Alexandre, César, ou Napoléon, mais je ne crois pas que l'on puisse dire qu'un seul